Timur KURAN, *The Long Divergence. How Islamic Law Held Back the Middle East*, Princeton, Princeton University Press, 2011, 405 p.

Jean-Noël Ferrié

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/2943>

DOI : 10.4000/ress.2943

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 15 mai 2015

Pagination : 333-337

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Jean-Noël Ferrié, « Timur KURAN, *The Long Divergence. How Islamic Law Held Back the Middle East*, Princeton, Princeton University Press, 2011, 405 p. », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 53-1 | 2015, mis en ligne le 12 mars 2015, consulté le 21 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ress/2943> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ress.2943>

Ce document a été généré automatiquement le 21 décembre 2020.

© Librairie Droz

Timur KURAN, *The Long Divergence. How Islamic Law Held Back the Middle East*, Princeton, Princeton University Press, 2011, 405 p.

Jean-Noël Ferrié

- 1 Timur Kuran est l'auteur d'ouvrages et d'articles particulièrement stimulants alliant une approche économique et sociologique. On lui doit, notamment, un ouvrage paru en 1995 sur la « falsification des préférences », c'est-à-dire sur la tendance prudentielle des individus consistant à dissimuler, y compris dans les sociétés libérales, leurs préférences réelles et à exciper de préférences conformes aux attentes des publics avec lesquels ils sont en interaction (*Private Truths, Public Lies: The Social Consequences of Preference Falsification*, Harvard University Press, 1995). Cet ouvrage entendait rompre avec l'idée que les individus se coordonnaient sur des informations publiées, montrant, au contraire, que l'ordre social se structurait à partir de mécanismes d'arrière-plan, mais que ceux-ci impliquaient toujours les individus et non un surmoi, un habitus ou tout autre boîte noire. En soi, il était intéressant de proposer une théorie de la détermination de l'action par des contraintes d'arrière plan qui ne soit pas, pour autant, une théorie de la fausse conscience. Toutefois, cette théorie présentait aussi de nombreux avantages heuristiques. Elle permettait, notamment, d'expliquer la rapidité des changements à l'Est, à partir de 1989, en montrant que les comportements d'obédience des citoyens des États satellites de l'URSS, qui suggéraient un certain degré d'attachement au communisme, relevaient de la falsification des préférences (voir Timur Kuran, « Now out of never: The element of surprise in the East European Revolution of 1989 », *World Politics*, vol. 44, octobre 1991, p. 7-48). Après 1989, les citoyens n'ont pas brusquement et étrangement changé d'avis ; ils ont simplement cessé de le dissimuler.
- 2 Cette première série de travaux montre le goût de Timur Kuran pour les mécanismes générateurs, avec ce qu'ils ont de clarifiant et de contre-intuitif. C'est ainsi qu'il ne se

contente pas d'avancer que les sociétés autoritaires sont structurées par la dissimulation des préférences. Il souligne qu'il en est de même des sociétés démocratiques. On retrouve une même attitude dans le présent ouvrage. Alors que, depuis le XIX^e siècle, les réformateurs musulmans et leurs commentateurs expliquent le déclin des sociétés islamiques et la prééminence des sociétés occidentales par la sclérose du savoir religieux, Timur Kuran l'explique par certaines dispositions de la Loi divine se rapportant à l'héritage, aux contrats, aux sociétés et à l'activité bancaire. L'islam serait ainsi à l'origine même de son déclin. Celui-ci serait donc endogène. C'est incontestablement une thèse fort intéressante et à même de bouleverser bien des points de vue. Elle rompt avec l'explication consistant à faire procéder la situation actuelle de sous-développement des sociétés dont l'islam est la religion dominante du colonialisme et, par la suite, du néo-colonialisme. On sait qu'elle est souvent avancée par les acteurs (nationalistes, islamistes, etc.) et non moins souvent reprises par nombre de chercheurs. L'islamisme serait, pour ces derniers, une réaction à la domination de l'Occident. *A priori*, le propos de Timur Kuran est donc fortement polémique et l'on s'étonne que son ouvrage ne soit pas davantage utilisé dans les controverses portant sur l'islamisme, ses causes et sa dynamique. Cette étrange situation provient de la logique même du propos de l'auteur : il considère, en effet, que l'explication du déclin et, ultérieurement, du sous-développement n'est pas politique mais juridique et consécutivement économique. Du coup, on ne retrouve dans son texte aucune des grandes références de la pensée islamique et presque rien des embardées de l'histoire contemporaine.

- 3 Revenons sur le cœur de son argumentation, c'est-à-dire sur l'héritage, les contrats et les sociétés et l'activité bancaire. Pour commencer, les règles concernant l'héritage et impliquant le partage entre les héritiers limiteraient l'accumulation des biens nécessaire à un véritable fonctionnement capitaliste. Ce point est intéressant mais discutable. Somme toute, la disparition du droit d'aînesse, au lendemain de la Révolution française, et l'adoption d'un Code civil établissant l'égalité entre les descendants n'ont pas bloqué l'essor des dynasties bourgeoises. Sans doute la polygamie pouvait-elle augmenter le nombre de descendants, mais l'existence d'une disposition précise ne vaut pas évaluation de son incidence. Par ailleurs, on pourrait soutenir qu'en ne concédant aux filles que la moitié de ce que recevaient les fils, la loi sur l'héritage limitait, malgré tout, la fragmentation des patrimoines, puisque les parts des fils s'en trouvaient augmentées. Enfin, on pourrait soutenir qu'en faisant des neveux d'un homme (les fils du frère du père), qui n'aurait que des filles, les héritiers principaux de leur oncle, de sorte qu'ils cumuleraient son héritage avec celui de leur père, la loi sur l'héritage favoriserait plutôt l'accumulation que la fragmentation. En outre, l'argument ne vaut globalement qu'en fonction de la dynamique démographique : en ce sens, ce serait plutôt le choix d'un nombre élevé d'enfants et son indifférence par rapport à la loi sur l'héritage qui seraient problématiques. Cette indifférence (éventuelle) ne découle pas de l'ordre juridique mais des conceptions en cours dans la société.
- 4 L'état de la loi sur les contrats et les sociétés empêcherait aussi l'accumulation capitaliste. Timur Kuran vise, ici, la non-reconnaissance des personnes morales. Il en découlerait que les associations et donc les entreprises (pour utiliser un langage contemporain) ne survivraient pas à la disparition de leurs fondateurs. L'argument est intéressant mais démontre-t-il pour autant que les « affaires », les « négoces » ne dureraient pas au-delà de la vie de leurs fondateurs ? Les héritiers ne pouvaient-ils pas se

réassocier ? De surcroît, l'argument perd de sa vigueur au fur et à mesure que l'on avance dans le temps et que le droit européen, notamment de tradition civiliste, se répand dans l'aire concernée. En admettant que l'argument soit valable jusqu'à ce moment-là, il cesse de l'être à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle.

- 5 La réglementation de l'activité bancaire (pour le dire vite) constituerait, enfin, une autre raison majeure rendant impossible la constitution d'une économie développée. En interdisant le prêt à intérêt, la loi islamique empêcherait ainsi la circulation des capitaux. Les possesseurs de capitaux ne pourraient être que des entrepreneurs et non des investisseurs. Il en découlerait que des capitaux différents ne pourraient converger sur la même entreprise, sauf à ce que leurs détenteurs y prennent part (ce qui bien sûr en compliquerait le « management »). Là aussi, l'argument s'avère intéressant, mais nous prouve-t-il pour autant que les entreprises manquaient effectivement de fonds ? Il nous montre seulement que ces dernières ne pouvaient recourir à cette manière de collecter des fonds. En outre, l'argument selon lequel le prêt à intérêt (séparé de la prise de risque) serait nécessaire au bon fonctionnement de l'économie se heurte à des constats contemporains. L'économie spéculative (les bulles financières, les fonds de pension, les fonds souverains, etc.) apparaît, aujourd'hui, comme profondément dysfonctionnelle. Je relève ce point simplement afin de souligner que les mécanismes juridiques isolés par Timur Kuran ne peuvent être considérés indépendamment des circonstances et des contextes, des idées en cours et de la succession des événements, c'est-à-dire de l'histoire.
- 6 De fait, c'est par rapport à l'histoire que la thèse de Timur Kuran pose problème. Bien sûr, il est parfaitement admissible de vouloir modéliser des évolutions. Somme toute, l'activité scientifique consiste à comprendre des processus et l'on ne peut les comprendre, quelle que soit l'épistémologie que l'on revendique et la méthode que l'on adopte, que moyennant un certain réductionnisme. Étudier le culte d'un saint dans une ville du Delta égyptien, le fonctionnement d'un *waqf* (fondation religieuse) ou d'une maison de commerce n'a de sens et d'intérêt que si l'on peut en tirer un modèle transposable ou opposable. L'érudition est une manie et nullement une activité scientifique. Il est donc normal de proposer un modèle impliquant un certain nombre de mécanismes. Encore faut-il que ces modèles et ces mécanismes correspondent à un état du monde attestable et que cette correspondance soit robuste. L'ouvrage de Timur Kuran, dans la mesure où il argumente en faveur d'une explication du sous-développement du « Middle East » impliquant un ensemble restreint de mécanismes corrélés – un modèle –, ne procède donc pas inductivement, en remontant des faits minutieusement décrits vers des explications, comme le font généralement les historiens (du moins les bons ; les autres considèrent que la description des faits est en soit une explication). Il propose un modèle global en resituant les étapes du développement des mécanismes et des conséquences qui en découlent. Les faits sont alors « stylisés », afin de s'inscrire dans l'économie démonstrative du modèle. Cette stylisation va bon train, puisque nous parcourons, en moins de quatre cent pages, la période qui va du début de l'islam à la période contemporaine, sur une aire s'étendant, au maximum de son développement, de la côte Atlantique de l'Afrique à la Perse, remontant jusqu'aux portes de Vienne et descendant jusqu'aux sources du Nil.
- 7 Poussée à ce point, la stylisation entretient forcément des rapports pour le moins distants avec la réalité, d'autant qu'elle consiste à sélectionner et à isoler les faits probants sans tenir compte des contrefactuels. Dans la distinction qu'il opère entre l'

explanandum et l'illustration, Jon Elster indique qu'il ne suffit pas de montrer qu'une hypothèse (ou une situation de départ) implique un état de fait ; encore faut-il envisager des hypothèses alternatives pouvant expliquer l'état de fait en question et des états de fait alternatifs pouvant valider l'hypothèse retenue (voir *L'Irrationalité. Traité critique de l'homme économique*, t. II, Seuil, 2010, p. 11-12), faute de quoi nous n'avons pas affaire à un *explanandum* mais à une illustration, c'est-à-dire à une série d'exemples sélectionnés afin d'attester factuellement un propos synthétique. *De facto*, la question qui se pose est la suivante : peut-on considérer les différentes normes du droit islamique considérées par l'auteur comme étant égales dans l'espace et dans le temps, de sorte que l'on puisse faire l'économie de s'interroger sur leurs variations contextuelles, ce qui rend plus aisée la stylisation des faits qui leurs sont liés ? Il ne s'agit pas, ici, de soutenir qu'une norme n'a d'autre sens que celui qu'on lui attribue et n'est donc, en elle-même, que de la cire molle. Une norme, au contraire, est quelque chose dont il est communément admis qu'elle n'est pas modelable par les individus mais, tout au contraire, qu'elle modèle leur conduite. Toutefois, ce statut de la norme n'est pas exactement le statut de son contenu. Prenons, par exemple, la polygamie. Si la référence coranique est la même partout et en tout temps, la compréhension de celle-ci et son acceptabilité varient. La polygamie n'est pas entendue de la même manière chez les riches bourgeois du Caire fatimides et dans la classe moyenne marocaine d'aujourd'hui. Les uns et les autres se réfèrent sans doute au même texte mais pas à la même chose, car une règle n'existe qu'à l'intérieur d'un mode de vie, qui en détermine les compréhensions et (de façon inextricablement liée) les usages possibles. De sorte que l'idée selon laquelle la règle ferait le social se heurte à la réalité qui fait que la règle n'est une règle que parce qu'il en existe un usage social. Ce qui nous conduirait plutôt à nous interroger sur la nature des arbitrages sociaux qui assurent le réemploi d'une référence normative et la reformulation d'une de ses dispositions plutôt que son abandon pur et simple. Sur ces questions, j'aurais tendance à penser que nous avons plus affaire à des mécanismes cognitifs (et je n'utilise pas ce mot comme un équivalent de « culturel ») qu'à des mécanismes institutionnels. Pour le dire vite, la question n'est pas de savoir si des institutions dysfonctionnelles se perpétuent et, se perpétuant, produisent et maintiennent le sous-développement mais (1) pourquoi les individus (et les collectifs, quels que soient les processus d'agrégation en cours) les conservent (dans une version actualisée) et, plus fondamentalement, (2) si elles apparaissent dysfonctionnelles à ces derniers ou seulement à l'observateur.

- 8 Prenons un exemple inspiré des précédents travaux de l'auteur sur la falsification des préférences. On supposera qu'une majorité des citoyens d'un pays musulmans considère que la loi islamique sur l'héritage est dysfonctionnelle, mais que les individus dissimulent leur préférence pour l'adoption d'une autre loi par crainte du jugement négatif d'autrui. Comme ils ne révèlent pas leur préférence, ils ne peuvent se compter et les partisans de la loi islamique l'emportent sans avoir à justifier leur position et sans même savoir qu'ils sont minoritaires. Admettons, maintenant, que cette loi ait des effets négatifs sur la circulation des biens et la formation des patrimoines. Dira-t-on que ces effets découlent de la loi ou de la conception prévalant dans les relations publiques, laquelle bloquerait, plus qu'ailleurs, l'expression du dissentiment et de la critique ? De prime abord, c'est bien la loi sur l'héritage qui est dysfonctionnelle. Toutefois, le problème n'est pas là. Se tromper dans un choix comme commettre une erreur sont des attitudes qui ne relèvent en rien de l'anomie ou de l'irrationalité. L'irrationalité réside, en revanche, dans le fait de persister dans un choix erroné en

sachant qu'il l'est, sauf si l'on a de bonnes raisons de persister, c'est-à-dire si le coût du changement apparaît supérieur au coût du dysfonctionnement ou s'il existe un moyen individuel de contourner la loi (ou l'un et l'autre). Que nous dit cet exemple ? D'abord que la loi n'est intangible (ou passe pour tel) que parce qu'il existe un certain ordre public, de sorte que c'est plutôt la nature de l'ordre public – et donc politique – assurant le maintien d'une référence qui apparaît, ici, causale. Il nous dit, ensuite, que le raisonnement strictement institutionnaliste, où l'on ne considère que les institutions (les institutions juridiques, dans ce cas) et pas le jeu des individus, aboutit forcément à considérer ces derniers comme indifférents ou soumis aux contenus normatifs et à leurs conséquences, ce qui est tout simplement incompréhensible, tant du point de vue de la théorie économique que du point de vue psychologique. L'auteur s'était d'ailleurs attaché à le montrer à propos de la falsification des préférences.

- 9 Ici, on peut, du reste, reprocher à Timur Kuran de contribuer d'une manière sophistiquée à renforcer l'idée d'intangibilité de la loi islamique, alors même qu'il prend toutes sortes de précautions en insistant sur l'erreur qui consisterait à déterminer une cause première (voir Timur Kuran, « Now out of never: The element of surprise in the East European Revolution of 1989 », art.cit., p. 15). Toutefois, c'est bien sur une série limitée de causes distinctes – de variables indépendantes – qu'insiste l'ouvrage, et celles-ci sont directement liées à la loi islamique. Cette approche sous-estime systématiquement les configurations sociales, qui déterminent, en les agrégeant à d'autres variables, le rôle des règles référées à l'islam. Faut-il, en effet, tirer explication de tout ce qui se passe dans le « Middle East » en invoquant l'islam et tel ou tel aspect de la *sharia* ? Il existe de bonnes raisons de réduire la portée explicative de la Loi divine, considérée en elle-même et pour elle-même. L'attribution d'un phénomène à l'existence d'une règle n'est en rien (et jamais) une explication. Ce qu'il faut toujours expliquer c'est pourquoi on la suit et de quelle manière.
- 10 En définitive, Timur Kuran nous a livré une hypothèse éminemment suggestive mais parfaitement indémontrable et probablement infalsifiable (tout au moins d'une manière qui ne laisse aucune place au doute). Ces types d'hypothèses sont heuristiquement nécessaires aux sciences sociales comme au débat sociétal, car elles contribuent à redistribuer les possibles. Dans une perspective proche de celle de Feyerabend, on pourrait soutenir que, finalement, cela suffit à justifier l'ouvrage et à garantir son intérêt. Il est en soi intéressant que l'on puisse envisager le sous-développement du « Middle East » comme une production endogène, qui plus est découlant de certaines dispositions de la loi islamique. Mais encore faut-il que cette hypothèse soit robuste et ne s'accompagne pas d'effets contraires. Je ne suis pas certain que ce ne soit pas le cas ici. Peut-être l'une des faiblesses de l'ouvrage est-elle d'avoir voulu trop embrasser, ce qui conduit, comme chacun sait, à mal étreindre.

AUTEURS

JEAN-NOËL FERRIÉ

CNRS-PACTE / Université internationale de Rabat